



N° 56/2026

**ARRÊTÉ MUNICIPAL
TEMPORAIRE**

Trèbes.

**PORTANT AUTORISATION D'UTILISER LE DOMAINE PUBLIC
PARCELLE BC 271 – CHEMIN VIEUX DE RUSTIQUES**

RÉALISATION D'UNE BASE DE VIE DE CHANTIER

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par l'entreprise CYRAMI, 187 rue Turk et de Groot – 34690 FABRÈGUES, en vue d'obtenir l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public pour l'organisation d'une base de vie et de stockage de matériel relatif aux travaux dans la résidence les Alizés ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du 9 mars au 9 octobre 2026, l'entreprise CYRAMI est autorisée à occuper temporairement le domaine public, à savoir une partie de la parcelle cadastrée BC 271 située dans la résidence les Alizés (Voir plan ci-joint).

ARTICLE 2 : Le site dans son ensemble devra être libéré dès la fin du chantier (voir article 1).

ARTICLE 3 : Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. Un constat contradictoire sera réalisé préalablement ; en cas de détérioration ou de dégradation constatée la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale, les services techniques municipaux, l'entreprise CYRAMI sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 27 février 2026

Éric MÉNASSI
Maire de TRÈBES



Publié le : ...27 février 2026...

